

5N Plus inc.

**Rapport de gestion
Trimestre terminé
le 31 décembre
2021**



5N PLUS

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Il a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 22 février 2022, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Le « T4 2021 » et le « T4 2020 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 31 décembre 2021 et 2020, et l'« E 2021 » et l'« E 2020 » correspondent aux exercices clos respectivement les 31 décembre 2021 et 2020.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Ajustement des résultats comparatifs

Certains résultats comparatifs figurant dans le présent rapport de gestion ont été ajustés pour tenir compte d'un changement dans la présentation des secteurs. Veuillez vous reporter à la rubrique « Information sectorielle ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion peuvent être prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques associés aux facteurs suivants : stratégie de croissance, crédit, liquidité, taux d'intérêt, litiges, valorisation des stocks, prix des produits de base, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, changements apportés au carnet de commandes, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales, notamment en Chine, réglementations en matière de commerce international, conventions collectives et responsabilités à titre de société cotée, interruptions de systèmes informatiques et de l'infrastructure réseau, perte de données et violation de la sécurité informatique, conjoncture économique mondiale, COVID-19, acquisition d'entreprises, facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), de même que valeur de marché des actions ordinaires. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion daté du 22 février 2022.

En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Rapport de gestion

Aperçu

5N Plus est un chef de file mondial dans la production de semiconducteurs spécialisés et de matériaux de haute performance. Ces matériaux ultrapurs constituent souvent la partie critique des produits de ses clients, qui comptent sur la fiabilité d’approvisionnement de 5N Plus pour assurer la performance et la durabilité de leurs propres produits. 5N Plus déploie un éventail de technologies exclusives et éprouvées pour mettre au point et fabriquer ses produits spécialisés, lesquels donnent lieu à de nombreuses utilisations dans plusieurs secteurs de pointe, notamment les énergies renouvelables, la sécurité, la filière spatiale, l’industrie pharmaceutique, l’imagerie médicale et la production industrielle. 5N Plus, dont le siège social est situé à Montréal (Québec, Canada), gère des centres de recherche-développement, de production et de vente stratégiquement situés dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Asie.

Vision, mission et valeurs

La vision de la Société est de fournir aux industries critiques les produits essentiels à leur développement grâce à une technologie des matériaux de pointe, et son objectif est de propulser la croissance de ces marchés en concevant et en fabriquant des matériaux de pointe qui favorisent la performance des produits finaux.

La Société a pour mission d’être essentielle à ses clients, d’offrir une culture prisée par ses employés et d’inspirer confiance à ses actionnaires. Ses valeurs fondamentales sont l’intégrité, l’engagement, l’orientation client, avec une attention particulière sur le développement durable, l’amélioration continue, la santé et la sécurité.

Information sectorielle

À la suite de l’acquisition d’AZUR SPACE Solar Power GmbH (AZUR) le 5 novembre 2021, et de l’intégration subséquente de ses activités à celles de la Société, 5N Plus a jugé approprié de procéder à un repositionnement de certains produits et de certaines applications entre les deux secteurs qu’elle présente, et donc, de renommer ceux-ci.

Deux nouveaux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance. Les opérations et activités qui s’y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles et des indicateurs clés de performance définis sont utilisés pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d’un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté¹, lesquels font l’objet d’un rapprochement avec les chiffres consolidés compte tenu des produits et des charges du siège social de la Société.

Les activités du secteur Semiconducteurs spécialisés sont exercées en Amérique du Nord et en Europe, et s’apparentent à celles de l’ancien secteur Matériaux électroniques. Depuis le 5 novembre 2021, elles intègrent également les produits et les activités d’AZUR. Ce secteur fabrique et vend des produits utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs de l’énergie renouvelable, des satellites spatiaux ainsi que de l’imagerie. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), de l’imagerie médicale, de l’imagerie infrarouge, de l’optoélectronique et des applications avancées dans les secteurs de l’électronique. Ces produits entrent dans la composition de composés semiconducteurs, de substrats semiconducteurs, de métaux de très grande pureté, de substrats semiconducteurs fabriqués par épitaxie et de cellules solaires. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Semiconducteurs spécialisés sont inclus dans ce secteur.

Les activités du secteur Matériaux de haute performance sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie, et s’apparentent à celles de l’ancien secteur Matériaux écologiques. Ce secteur fabrique et vend des produits qui sont utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs des produits pharmaceutiques, des soins de santé, de la production industrielle ainsi que des matériaux de catalyse et d’extraction. Les principaux produits sont vendus sous forme d’ingrédients pharmaceutiques actifs, d’additifs alimentaires pour animaux, de produits chimiques spécialisés, de métaux de qualité commerciale, d’alliages et de poudres spécialisées. Toutes les ventes de métaux de qualité commerciale et de poudre spécialisées ont été regroupées dans les ventes du secteur Matériaux de haute performance. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux de haute performance sont inclus dans ce secteur.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d’administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) sont regroupés sous la rubrique « Siège social ».

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Faits saillants pour le quatrième trimestre de 2021 et l'exercice 2021 – Croissance des activités et résilience de l'entreprise

La Société a terminé l'exercice avec des résultats solides malgré la conjoncture économique mondiale défavorable. Grâce à l'acquisition stratégique d'AZUR, elle a établi une plateforme de semiconducteurs spécialisés unique, renforçant ainsi sa chaîne de valeur, sa compétitivité et les nouvelles occasions d'affaires pour l'avenir.

En 2021, la Société a affiché une importante croissance de ses produits par rapport à l'exercice précédent, ce qui, sans compter l'acquisition d'AZUR, confirme la force intrinsèque de ses activités, ainsi que la place unique et stratégique qu'elle occupe dans les nombreux secteurs essentiels qu'elle sert. À la suite de l'acquisition d'AZUR, la Société a renommé les anciens secteurs qu'elle présente, qui sont devenus le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance. La croissance des revenus de 2021 est indépendante de tous les ajustements de prix à venir pour atténuer l'effet de la hausse des coûts découlant des problèmes persistants de la chaîne d'approvisionnement.

Les résultats de 2021 de la Société ont été grandement touchés par les coûts marginaux associés au fret international et aux consommables, lesquels se sont répercutés sur les activités mondiales. Si l'on exclut ces facteurs, le BAIIA ajusté¹ pour le quatrième trimestre et l'exercice 2021 aurait été supérieur au BAIIA ajusté présenté pour l'exercice 2020. Conscients de l'inflation et de ses répercussions sur nos activités, nous continuons de faire preuve de discipline, de canaliser nos efforts et de procéder avec méthode pour aborder les difficultés actuelles et soutenir la croissance continue de nos activités.

Tous les montants sont exprimés en dollars américains.

Faits saillants

- Pour le quatrième trimestre de 2021, les produits ont augmenté de 40 % pour atteindre 64,6 M\$, comparativement à 46,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice 2021, les produits ont été de 210,0 M\$ par rapport à 177,2 M\$ pour l'exercice 2020. Les deux périodes ont bénéficié de la hausse de la demande dans le secteur Matériaux de haute performance et de l'acquisition d'AZUR.
- Pour le quatrième trimestre de 2021, le BAIIA ajusté¹ a été de 10,1 M\$, par rapport à 6,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soutenu par l'acquisition d'AZUR et contrebalancé par d'importantes hausses des coûts associés au fret international et aux consommables. Pour l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a été de 28,2 M\$, par rapport à 28,8 M\$ pour l'exercice 2020, en raison d'une composition des ventes désavantageuse et d'importantes hausses des coûts associés au fret international, aux consommables et à l'énergie, ces facteurs ayant été en partie contrebalancés par la croissance des produits.
- Au 31 décembre 2021, le carnet de commandes¹ représentait 221 jours de produits annualisés, en hausse de 47 jours par rapport au carnet de commandes du trimestre précédent. Les nouvelles commandes¹ ont représenté 175 jours pour le quatrième trimestre de 2021, par rapport à 133 jours pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le rendement du capital investi (RCI)¹ annualisé s'est établi à 9,5 % pour l'exercice 2021, comparativement à 14,4 % à la fin de 2020.
- La dette nette¹ s'établissait à 80,1 M\$ au 31 décembre 2021, par rapport à 10,2 M\$ au 31 décembre 2020, cette hausse découlant de l'acquisition d'AZUR qui a eu lieu le 5 novembre 2021.

Résumé des développements importants survenus au cours de 2021

- Le 12 janvier 2021, 5N Plus a annoncé avoir conclu une entente stratégique avec Microbion Corporation, établie dans le Montana, visant à contribuer au développement de la nouvelle catégorie d'antibiotiques et d'agents antibiofilms de Microbion, et avoir effectué un placement en instruments de capitaux propres dans cette société. En vertu de cette entente, 5N Plus est responsable de la production des ingrédients pharmaceutiques actifs dérivés du bismuth qui sont nécessaires à la fabrication de la nouvelle famille de médicaments de Microbion en cours de développement.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

- Le 24 mars 2021, 5N Plus a annoncé le renouvellement de sa facilité de crédit multidevise renouvelable consortiale garantie de premier rang de 79,0 M\$. La facilité comprend une clause conditionnelle permettant de l'augmenter à 124,0 M\$. La facilité de crédit renouvelée a une durée de deux ans, porte intérêt et comporte une marge fondée sur le ratio de la dette consolidée de premier rang sur le BAIIA¹ de la Société. En plus de sa clause conditionnelle, 5N Plus peut demander que la facilité de crédit soit augmentée à 154,0 M\$ en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 30,0 M\$, sous réserve de l'approbation du prêteur.
- Le 30 mars 2021, 5N Plus a annoncé avoir conclu une entente avec AZUR, selon laquelle 5N Plus ferait l'acquisition de toutes les actions émises et en circulation d'AZUR (la « transaction »), assujettie aux conditions de clôture habituelles, dont des approbations réglementaires. Cette transaction visait à permettre à 5N Plus de développer une chaîne de valeur concurrentielle, de l'approvisionnement en matériaux stratégiques à la fabrication de substrats innovants par épitaxie.
- Le 2 juin 2021, 5N Plus a annoncé un investissement de 8,5 M\$ dans ses installations de Montréal visant à élargir le développement et la fabrication de matériaux essentiels et stratégiques, notamment ceux à base de tellure, servant à la production de composés semiconducteurs et de poudres spécialisées de type II-VI. L'investissement a obtenu un soutien financier provincial de la part du ministère de l'Économie et de l'Innovation et du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, correspondant à environ un tiers du montant investi. Grâce à cet investissement, la Société pourra assurer un approvisionnement fiable et à prix raisonnable de produits essentiels, réduire son empreinte carbone par unité de production pour les matériaux semiconducteurs II-VI et diminuer l'utilisation de réactifs chimiques ainsi que la production d'eaux usées et de sous-produits solides.
- Le 19 octobre 2021, 5N Plus a annoncé la conclusion d'une entente à long terme avec Samsung Electronics Co. (« Samsung ») visant la fourniture de substrats spécialisés basés sur des matériaux semiconducteurs II-VI, entrant dans la fabrication des dispositifs de détection utilisés dans les appareils d'imagerie médicale de prochaine génération. Ces dispositifs, basés sur la technologie Photon Counting Detector (« PCD ») (détection à comptage de photons), seront utilisés dans les appareils de tomodensitométrie (« TDM ») de NeuroLogica Corp., une filiale de Samsung située à Danvers, au Massachusetts.
- Le 5 novembre 2021, 5N Plus a acquis la totalité des actions émises et en circulation d'AZUR pour un prix d'acquisition total de 50,1 M€, sous réserve d'ajustements postérieurs à la clôture, en contrepartie de 6,5 millions d'actions de 5N Plus, émises à même le capital et d'une valeur de 12,4 M€, et d'un paiement en trésorerie de 37,7 M€. Par ailleurs, 5N Plus a financé le fonds de roulement et des emprunts relatifs à de l'équipement pour un montant de 23,8 M€. La tranche en trésorerie de la transaction a été financée au moyen des liquidités de la Société et d'une facilité de crédit de premier rang.
- Le 1^{er} décembre 2021, M. Arjang Roshan a quitté ses fonctions de président et chef de la direction de la Société et M. Gervais Jacques, membre du conseil d'administration de 5N Plus depuis mai 2020, a été nommé président et chef de la direction par intérim. M. Jacques est un dirigeant d'entreprise chevronné qui compte plusieurs décennies de leadership dans la gestion d'entreprises mondiales. Il agira à titre de président et chef de la direction par intérim jusqu'à ce qu'un président et chef de la direction permanent soit nommé, ce qui devrait normalement avoir lieu au plus tard à la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de 2022 de la Société.

Compte tenu de l'acquisition d'AZUR le 5 novembre 2021, nous sommes tenus, conformément à la partie 8 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, de préparer et de déposer une déclaration d'acquisition d'entreprise, ce qui nécessite, entre autres, la conversion aux IFRS des états financiers annuels audités d'AZUR préparés selon les PCGR allemands, et l'audit de ces états financiers selon les normes d'audit internationales (ISA) pour les exercices 2019 et 2020.

Étant donné que la clôture de l'acquisition d'AZUR n'a été confirmée que vers la fin de l'exercice 2021 du côté de la Société et du côté d'AZUR, il a été décidé de prioriser l'audit et la présentation de l'information financière de l'exercice 2021, afin de pouvoir consolider et présenter rapidement les résultats financiers d'AZUR conformément aux IFRS pour la période du 5 novembre 2021 au 31 décembre 2021 dans les comptes consolidés. Étant donné l'ampleur de la charge de travail et les contraintes relatives aux ressources associées à la conversion aux IFRS des états financiers

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

annuels audités d'AZUR pour les exercices 2019 et 2020 préparés selon les PCGR allemands et à leur audit subséquent selon les ISA, il a été conclu qu'il ne serait pas possible de réaliser l'audit des états financiers convertis aux IFRS pour les exercices 2019 et 2020 à temps pour respecter la date de dépôt de la déclaration d'acquisition d'entreprise. La Société a informé les autorités de réglementation des valeurs mobilières compétentes de la situation et s'attend à se trouver en situation de défaut à partir du 28 février 2022, et ce, jusqu'au dépôt de la déclaration d'acquisition d'entreprise. La Société et les parties externes participant aux efforts déployés dans ce dossier, y compris les conseillers et les auditeurs externes d'AZUR, travaillent assidûment afin de terminer la préparation des états financiers d'AZUR pour les exercices 2019 et 2020 conformément aux IFRS et de procéder à leur audit, afin que la déclaration d'acquisition d'entreprise puisse être déposée dès que possible. La Société pense actuellement être en mesure de déposer la déclaration d'acquisition d'entreprise au cours du mois d'avril 2022. AZUR dépose également régulièrement ses états financiers audités préparés selon les PCGR allemands dans le Journal officiel de la République fédérale d'Allemagne (« Bundesanzeiger ») dès qu'ils sont disponibles, dans les délais impartis. La Société confirme par ailleurs que l'intégration des activités d'AZUR avance bien, et qu'il n'y a aucune autre information qui n'a pas été communiquée au public à cet égard.

Perspectives

L'acquisition d'AZUR permet à 5N Plus de développer une chaîne de valeur de semiconducteurs spécialisés concurrentielle, d'élargir son portefeuille de produits de manière significative à de vastes marchés cibles en expansion et de consolider ainsi sa position dans cet important secteur. Cette croissance se reflète dans le carnet de commandes¹ de 5N Plus, qui représentait 221 jours de produits annualisés à la fin de l'exercice, en hausse de 47 jours par rapport à l'exercice précédent. Tous ces facteurs fournissent une bonne indication de la valeur immédiate qu'AZUR apporte à 5N Plus et de la croissance qui attend la Société.

À court terme, notre priorité est d'assurer la réussite de l'intégration d'AZUR, tout en continuant d'accélérer le rythme de croissance de la Société en 2022, en interne et au moyen d'acquisitions.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Synthèse des résultats

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	T4 2021	T4 2020	E 2021	E 2020
	\$	\$	\$	\$
Produits	64 556	46 230	209 990	177 192
Charges d'exploitation ajustées ^{1*}	(54 470)	(39 687)	(181 751)	(148 401)
BAIIA ajusté¹	10 086	6 543	28 239	28 791
Dépréciation des stocks	-	(2 411)	-	(2 411)
Dépréciation des actifs non courants	-	-	-	(4 934)
Recouvrement (charge) au titre de la rémunération à base d'actions (Coûts) produits associés aux litiges et aux activités de restructuration, montant net	460 (1 644)	(867)	(689)	(1 801)
Pertes de change et au titre de dérivés	(1 080)	(1 035)	(418)	(2 798)
BAIIA¹	7 822	2 230	24 988	22 424
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	1 164	770	3 713	3 490
Amortissement	4 364	2 651	12 535	11 725
Résultat avant impôt sur le résultat	2 294	(1 191)	8 740	7 209
Charge d'impôt				
Exigible	1 446	439	5 580	3 385
Différé	(132)	1 234	50	1 638
	1 314	1 673	5 630	5 023
Résultat net	980	(2 864)	3 110	2 186
Résultat de base par action	0,01 \$	(0,03) \$	0,04 \$	0,03 \$
Résultat dilué par action	0,01 \$	(0,03) \$	0,04 \$	0,03 \$

* Compte non tenu de la dépréciation des stocks, du recouvrement (de la charge) au titre de la rémunération à base d'actions, des (coûts) produits associés aux litiges et aux activités de restructuration, montant net, de la dépréciation des actifs non courants et de l'amortissement.

Produits par secteur et marge brute ajustée

(en milliers de dollars américains)	T4 2021	T4 2020	Variation	E 2021	E 2020	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Semiconducteurs spécialisés	30 160	15 459	95 %	70 655	57 640	23 %
Matériaux de haute performance	34 396	30 771	12 %	139 335	119 552	17 %
Total des produits	64 556	46 230	40 %	209 990	177 192	19 %
Coût des ventes	(53 090)	(39 241)	35 %	(171 214)	(140 806)	22 %
Dépréciation des stocks	-	2 411	(100) %	-	2 411	(100) %
Amortissement inclus dans le coût des ventes	3 515	2 231	58 %	10 539	10 064	5 %
Marge brute ajustée¹	14 981	11 631	29 %	49 315	48 861	1 %
Pourcentage de marge brute ajusté¹	23,2 %	25,2 %		23,5 %	27,6 %	

Certains résultats comparatifs ont été ajustés pour tenir compte d'un changement dans la présentation des secteurs.

Pour le quatrième trimestre de 2021, les produits ont augmenté de 40 % pour atteindre 64,6 M\$, comparativement à 46,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, grâce à l'apport des activités d'AZUR dans le secteur Semiconducteurs spécialisés pour un montant de 17,0 M\$, ainsi qu'à une augmentation de la demande dans le secteur Matériaux de haute performance.

Affectée par les coûts associés au fret international et aux consommables qui ont particulièrement souffert de l'inflation, la marge brute ajustée¹ s'est établie à 15,0 M\$, ou 23,2 %, pour le quatrième trimestre de 2021, comparativement à 11,6 M\$, ou 25,2 %, pour le quatrième trimestre de 2020. La marge brute ajustée pour l'exercice 2021 s'est établie à 49,3 M\$, ou 23,5 %, par rapport à 48,9 M\$ ou 27,6 % pour l'exercice précédent.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Secteur Semiconducteurs spécialisés

Pour le quatrième trimestre de 2021, les produits ont augmenté de 95 % pour atteindre 30,2 M\$, comparativement à 15,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, grâce à l'apport des activités d'AZUR. Pour l'exercice 2021, les produits ont été de 70,6 M\$ par rapport à 57,6 M\$ pour l'exercice 2020, en raison des facteurs mentionnés plus haut.

La marge brute ajustée¹ s'est établie à 29,5 % pour le quatrième trimestre de 2021, comparativement à 34,9 % pour le quatrième trimestre de 2020. Pour l'exercice 2021, la marge brute ajustée s'est établie à 31,5 % par rapport à 42,3 % pour l'exercice 2020, en raison principalement d'une composition des ventes désavantageuse et des coûts considérablement plus élevés associés au fret international et aux consommables.

Secteur Matériaux de haute performance

Pour le quatrième trimestre de 2021, les produits ont augmenté de 12 % pour atteindre 34,4 M\$, comparativement à 30,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, grâce à une augmentation de la demande dans le secteur Matériaux de haute performance. Pour l'exercice 2021, les produits ont été de 139,3 M\$ par rapport à 119,6 M\$ pour l'exercice 2020, en raison des facteurs mentionnés plus haut.

La marge brute ajustée s'est établie à 18,8 % pour le quatrième trimestre de 2021, comparativement à 20,7 %, pour le quatrième trimestre de 2020. Pour l'exercice 2021, la marge brute ajustée s'est établie à 19,8 % par rapport à 21,2 % pour l'exercice 2020, en raison principalement d'importantes hausses des coûts associés au fret international et aux consommables, contrebalancées par un volume des ventes plus élevé, particulièrement dans le secteur des soins de santé et le secteur pharmaceutique.

Résultat d'exploitation, BAIIA et BAIIA ajusté

(en milliers de dollars américains)	T4 2021	T4 2020	Variation	E 2021	E 2020	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Semiconducteurs spécialisés	8 304	4 857	71 %	18 817	21 329	(12) %
Matériaux de haute performance	5 159	4 697	10 %	18 957	17 037	11 %
Siège social	(3 377)	(3 011)	12 %	(9 535)	(9 575)	- %
BAIIA ajusté¹	10 086	6 543	54 %	28 239	28 791	(2) %
BAIIA¹	7 822	2 230	251 %	24 988	22 424	11 %
Résultat d'exploitation	4 538	614	639 %	12 871	13 497	(5) %

Certains résultats comparatifs ont été ajustés pour tenir compte d'un changement dans la présentation des secteurs.

Pour le quatrième trimestre de 2021, le BAIIA ajusté¹ a été de 10,1 M\$, par rapport à 6,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020, l'acquisition d'AZUR ayant contribué à cette hausse venue contrebalancer l'augmentation importante des coûts associés au fret international et aux consommables dans les deux secteurs. Pour l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a été de 28,2 M\$, par rapport à 28,8 M\$ pour l'exercice 2020, favorisé par le rendement solide du secteur Matériaux de haute performance et en raison des facteurs qui précèdent.

Le BAIIA¹ s'est établi à 7,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021, contre 2,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation du BAIIA ajusté et l'incidence positive de la charge au titre de la rémunération à base d'actions. De plus, un montant de 1,6 M\$ a été comptabilisé au titre des coûts associés aux activités de restructuration pour l'exercice considéré, alors que pour l'exercice précédent, la Société avait comptabilisé une dépréciation des stocks de 2,4 M\$.

Pour l'exercice 2021, le BAIIA a été de 25,0 M\$, contre 22,4 M\$ pour l'exercice 2020. Cette augmentation s'explique principalement par des pertes de change et au titre de dérivés moins élevées et une baisse de la charge au titre de la rémunération à base d'actions venue contrebalancer la hausse des coûts associés aux activités de restructuration pour l'exercice considéré, comparativement à des coûts nets plus élevés relatifs à la charge de dépréciation et aux produits associés aux litiges et aux activités de restructuration comptabilisés pour l'exercice 2020.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Pour le quatrième trimestre de 2021, le résultat d'exploitation a été de 4,5 M\$ par rapport à 0,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020, et de 12,9 M\$ pour l'exercice 2021 par rapport à 13,5 M\$ pour l'exercice 2020.

Secteur Semiconducteurs spécialisés

Pour le quatrième trimestre de 2021, le BAIIA ajusté¹ a augmenté de 3,4 M\$ pour atteindre 8,3 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté¹ de 28 %, comparativement à 31 % pour le quatrième trimestre de 2020. Pour l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a diminué de 2,5 M\$ pour atteindre 18,8 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 27 %, par rapport à 37 % pour l'exercice 2020.

Secteur Matériaux de haute performance

Pour le quatrième trimestre de 2021, le BAIIA ajusté a augmenté de 0,5 M\$ pour atteindre 5,2 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 15 %, semblable au quatrième trimestre de 2020. Pour l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a augmenté de 1,9 M\$ pour atteindre 19,0 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 14 %, semblable à l'exercice 2020.

Résultat net et résultat net ajusté

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	T4 2021	T4 2020	E 2021	E 2020
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	980	(2 864)	3 110	2 186
Résultat de base par action	0,01 \$	(0,03) \$	0,04 \$	0,03 \$
Éléments de rapprochement :				
Dépréciation des stocks	-	2 411	-	2 411
(Recouvrement) charge au titre de la rémunération à base d'actions	(460)	867	689	1 801
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, montant net	1 644	-	2 144	(5 577)
Dépréciation des actifs non courants	-	-	-	4 934
Recouvrement d'impôt sur les éléments imposables ci-dessus	(285)	(230)	(589)	(775)
Résultat net ajusté¹	1 879	184	5 354	4 980
Résultat de base ajusté par action¹	0,02 \$	- \$	0,06 \$	0,06 \$

Pour le quatrième trimestre de 2021, le résultat net a été de 1,0 M\$, ou 0,01 \$ par action, comparativement à une perte nette de 2,9 M\$, ou 0,03 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2020. Le résultat net ajusté¹ a augmenté de 1,7 M\$, pour s'établir à 1,9 M\$, ou 0,02 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2021, par rapport à un résultat net ajusté de 0,2 M\$, ou 0 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2020.

Pour l'exercice 2021, le résultat net a été de 3,1 M\$, ou 0,04 \$ par action, comparativement à 2,2 M\$, ou 0,03 \$ par action, pour l'exercice 2020. Le résultat net ajusté a augmenté de 0,4 M\$, pour s'établir à 5,4 M\$, ou 0,06 \$ par action, pour l'exercice 2021, par rapport à un résultat net ajusté de 5,0 M\$, ou 0,06 \$ par action, pour l'exercice 2020.

Outre le recouvrement d'impôt, les éléments de rapprochement pour établir le résultat net ajusté pour le quatrième trimestre de 2021 et l'exercice 2021 ont été le recouvrement (la charge) au titre de la rémunération à base d'actions et des charges additionnelles associées aux activités de restructuration comptabilisées pendant le trimestre considéré, en lien avec un changement à l'équipe de haute direction, ainsi qu'un montant comptabilisé au troisième trimestre de 2021 en lien avec la décision, prise au troisième trimestre de 2020, de fermer une filiale en Asie.

Dépréciation des stocks

(en milliers de dollars américains)	T4 2021	T4 2020	E 2021	E 2020
	\$	\$	\$	\$
Semiconducteurs spécialisés	-	244	-	244
Matériaux de haute performance	-	2 167	-	2 167
Total	-	2 411	-	2 411

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

À la suite d'une analyse de la valeur nette de réalisation attendue au 31 décembre 2020, une dépréciation des stocks de 2,4 M\$ relativement à des produits désignés avait été comptabilisée au quatrième trimestre de 2020. Au 31 décembre 2021, aucune dépréciation des stocks n'a dû être comptabilisée.

Carnet de commandes et nouvelles commandes

(en milliers de dollars américains)	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T4 2021	T3 2021	T4 2020	T4 2021	T3 2021	T4 2020
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Semiconducteurs spécialisés	94 363	41 343	35 568	83 180	17 574	33 575
Matériaux de haute performance	60 454	55 338	60 025	39 512	25 766	33 645
Total	154 817	96 681	95 593	122 692	43 340	67 220

Certains résultats comparatifs ont été ajustés pour tenir compte d'un changement dans la présentation des secteurs.

(nombre de jours en fonction des produits annualisés)*	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T4 2021	T3 2021	T4 2020	T4 2021	T3 2021	T4 2020
Semiconducteurs spécialisés	293	240	210	258	102	198
Matériaux de haute performance	160	144	178	105	67	100
Moyenne pondérée	221	174	189	175	78	133

Certains résultats comparatifs ont été ajustés pour tenir compte d'un changement dans la présentation des secteurs.

* Le carnet de commandes et les nouvelles commandes sont également présentés en nombre de jours pour éliminer l'incidence des prix des produits de base.

Quatrième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2021

Au 31 décembre 2021, le carnet de commandes¹ représentait un niveau de 221 jours de produits annualisés, en hausse de 47 jours, ou 27 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2021. L'apport des activités d'AZUR représentait 31 % de la valeur totale du carnet de commandes au 31 décembre 2021 et a été inclus dans les nouvelles commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés pour le quatrième trimestre de 2021.

Au 31 décembre 2021, le carnet de commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés représentait 293 jours de produits annualisés, en hausse de 53 jours, ou 22 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2021. Le carnet de commandes du secteur Matériaux de haute performance représentait 160 jours de produits annualisés, ce qui correspond à une hausse de 16 jours, ou 11 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2021.

Les nouvelles commandes¹ du secteur Semiconducteurs spécialisés ont représenté 258 jours pour le quatrième trimestre de 2021, en hausse de 156 jours par rapport à 102 jours pour le troisième trimestre de 2021. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux de haute performance ont représenté 105 jours pour le quatrième trimestre de 2021, soit une hausse de 38 jours, comparativement à 67 jours pour le troisième trimestre de 2021. Le renouvellement des contrats à long terme a généralement lieu au cours du premier et du quatrième trimestre.

Quatrième trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020

Au 31 décembre 2021, le carnet de commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés, porté par l'apport des activités d'AZUR et par le secteur de l'énergie renouvelable, avait augmenté de 83 jours. Au 31 décembre 2021, le carnet de commandes du secteur Matériaux de haute performance représentait 160 jours, en baisse de 18 jours par rapport à 178 jours pour le quatrième trimestre de 2020.

Les nouvelles commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés ont augmenté de 60 jours et celles du secteur Matériaux de haute performance, de 5 jours, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Charges

(en milliers de dollars américains)	T4 2021	T4 2020	E 2021	E 2020
	\$	\$	\$	\$
Amortissement	4 364	2 651	12 535	11 725
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	7 025	5 872	21 883	19 874
(Recouvrement) charge au titre de la rémunération à base d'actions	(460)	867	689	1 801
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, montant net	1 644	-	2 144	(5 577)
Dépréciation des actifs non courants	-	-	-	4 934
Charges financières	2 244	1 805	4 131	6 288
Charge d'impôt	1 314	1 673	5 630	5 023
Total des charges	16 131	12 868	47 012	44 068

Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à 4,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021 et à 12,5 M\$ pour l'exercice 2021, par rapport à respectivement 2,7 M\$ et 11,7 M\$ pour les périodes correspondantes de 2020. Ces hausses s'expliquent principalement par l'augmentation des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation faisant suite à l'acquisition d'AZUR au quatrième trimestre de 2021.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 7,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021 et à 21,9 M\$ pour l'exercice 2021, par rapport à respectivement 5,9 M\$ et 19,9 M\$ pour les périodes correspondantes de 2020. Pour l'exercice de 2020, la diminution des charges liées aux déplacements et aux honoraires de consultation, en raison du report ou du ralentissement des activités dans le contexte de la pandémie de COVID-19, avait eu une incidence positive sur les charges en général. La Société avait également bénéficié d'une réduction de 1,2 M\$ des charges salariales à l'exercice 2020, du fait de la Subvention salariale d'urgence du Canada disponible dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

(Recouvrement) charge au titre de la rémunération à base d'actions

Le recouvrement au titre de la rémunération à base d'actions s'est établi à 0,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021, par rapport à une charge de 0,9 M\$ pour la période correspondante de 2020. Pour l'exercice 2021, la charge au titre de la rémunération à base d'actions s'est établie à 0,7 M\$, par rapport à 1,8 M\$ pour l'exercice 2020, en raison des droits qui ont été acquis comme prévu aux termes des régimes d'intéressement à long terme contrebalancés par les fluctuations négatives du cours de l'action de la Société à la fin de l'exercice 2021. Par ailleurs, certains passifs au titre de la rémunération à base d'actions ont été repris au quatrième trimestre de 2021 à la suite du changement à l'équipe de haute direction.

Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration

Au quatrième trimestre de 2021, la Société a comptabilisé un montant de 1,5 M\$ à la suite de l'annonce du changement à son équipe de haute direction.

Au cours du troisième trimestre de 2020, la Société a regroupé certaines activités et fermé l'une de ses filiales établie en Asie, en raison du contexte d'affaires devenu défavorable et des nouveaux règlements locaux minant la viabilité économique du site. La Société a donc comptabilisé une provision pour coûts de restructuration de 2,3 M\$ au troisième trimestre de 2020, puis un montant additionnel de 0,6 M\$ à l'exercice 2021. La provision pour coûts de restructuration est composée d'indemnités de départ et d'autres coûts liés à la fermeture du site.

Au cours du troisième trimestre de 2020, la Société a également comptabilisé un produit non récurrent de 8,0 M\$ découlant du règlement et de la résiliation d'une entente d'approvisionnement, déduction faite des coûts qui y sont liés de 0,1 M\$.

Dépréciation des actifs non courants

Au troisième trimestre de 2020, à la suite de sa décision de fermer une filiale en Asie, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 4,9 M\$ à l'égard de ses actifs non courants et pour une partie du matériel de production du site touché par le règlement et la résiliation d'une entente d'approvisionnement.

Charges financières

Les charges financières se sont établies à 2,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021, par rapport à 1,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020. L'incidence négative de cette variation découle principalement de l'intérêt sur la dette à long terme et des intérêts théoriques qui sont plus élevés du fait de l'acquisition d'AZUR, tandis que les pertes de change et au titre de dérivés ont été relativement semblables pour les deux périodes.

Les charges financières se sont établies à 4,1 M\$ pour l'exercice 2021, comparativement à 6,3 M\$ pour l'exercice 2020. Cette baisse s'explique principalement par des pertes de change et au titre de dérivés moins élevées comptabilisées pour l'exercice 2021 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, tandis que l'intérêt sur la dette à long terme est plus élevé pour l'exercice 2021 du fait de la hausse de la dette à long terme pour financer l'acquisition d'AZUR au cours du quatrième trimestre de 2021.

Impôt sur le résultat

La Société a affiché un résultat avant impôt de 2,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021 et de 8,7 M\$ pour l'exercice 2021. Pour le quatrième trimestre et l'exercice 2021, la charge d'impôt s'est élevée respectivement à 1,3 M\$ et 5,6 M\$, comparativement à respectivement 1,7 M\$ et 5,0 M\$ pour les périodes correspondantes de 2020. Les actifs d'impôt différé applicables dans certains pays seulement ont eu une incidence sur les montants inscrits dans les deux périodes.

Situation financière et sources de financement

(en milliers de dollars américains)	T4 2021	T4 2020	E 2021	E 2020
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation ¹ avant ce qui suit :	5 604	4 355	16 553	25 830
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	(3 233)	13 297	(6 283)	10 975
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 371	17 652	10 270	36 805
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(42 615)	(2 338)	(49 929)	(8 461)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	42 922	(6 050)	36 219	(8 804)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	107	258	(570)	345
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 785	9 522	(4 010)	19 885

Pour le quatrième trimestre de 2021, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 2,4 M\$, comparativement à 17,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020. Pour l'exercice 2021, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 10,3 M\$ par rapport à 36,8 M\$ pour l'exercice 2020. La baisse pour l'exercice 2021 s'explique principalement par un apport moins élevé des fonds provenant de l'exploitation combiné à la variation négative des soldes du fonds de roulement hors trésorerie en 2021.

Pour le quatrième trimestre de 2021, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 42,6 M\$ par rapport à 2,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020, en raison surtout de l'acquisition d'AZUR et du moment où des ajouts d'immobilisations corporelles ont eu lieu. Pour l'exercice 2021, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 49,9 M\$, comparativement à 8,5 M\$ pour l'exercice 2020, en raison surtout de l'acquisition d'AZUR et d'une participation minoritaire dans Microbion Corporation ainsi que du moment où des ajouts d'immobilisations corporelles ont eu lieu.

Pour le quatrième trimestre de 2021, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 42,9 M\$ par rapport à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de 6,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020. L'augmentation de 49,0 M\$ s'explique principalement par le montant emprunté aux termes de la facilité de crédit pour

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

financer l'acquisition d'AZUR, déduction faite du remboursement des emprunts contractés par AZUR relativement à de l'équipement.

Pour l'exercice 2021, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 36,2 M\$ par rapport à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de 8,8 M\$ pour l'exercice 2020. Cette hausse de 45,0 M\$ s'explique par le nouveau montant emprunté aux termes de la facilité de crédit pour financer l'acquisition d'AZUR, déduction faite du remboursement des emprunts contractés par AZUR relativement à de l'équipement. Pour l'exercice 2021, la Société a racheté et annulé 249 572 actions ordinaires pour un montant de 0,8 M\$ dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, alors que pour l'exercice 2020, elle en avait racheté et annulé 1 750 428 pour un montant de 2,2 M\$, le tout ayant été contrebalancé par l'émission d'actions ordinaires pour un montant de 0,6 M\$ au cours de l'exercice 2021.

Fonds de roulement

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020
	\$	\$
Stocks	95 526	67 139
Autres actifs courants	99 996	83 756
Passif courant	(65 059)	(36 550)
Fonds de roulement¹	130 463	114 345
Ratio du fonds de roulement¹	3,01	4,13

La hausse du fonds de roulement¹ par rapport au 31 décembre 2020 est principalement attribuable à la hausse du passif courant, en partie contrebalancée par des stocks plus élevés, reflétant la consolidation d'AZUR combinée aux activités actuelles, à la remontée du cours des métaux depuis le début de l'exercice ainsi qu'à la diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Dettes nettes

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020
	\$	\$
Dettes bancaires	-	-
Dettes à long terme, y compris la partie courante	116 000	50 109
Total de la dette¹	116 000	50 109
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(35 940)	(39 950)
Dettes nettes¹	80 060	10 159

Le total de la dette¹ a augmenté de 65,9 M\$ pour s'établir à 116,0 M\$, par rapport à 50,1 M\$ au 31 décembre 2020, à la suite du montant emprunté aux termes de la facilité de crédit pour financer une partie de l'acquisition d'AZUR.

La dette nette¹, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, a augmenté de 69,9 M\$, pour s'établir à 80,1 M\$ au 31 décembre 2021, par rapport à 10,2 M\$ au 31 décembre 2020.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Sources de financement à court terme disponibles

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 940	39 950
Dette bancaire disponible	-	1 533
Facilité de crédit renouvelable disponible	33 000	54 000
Sources de financement à court terme disponibles	68 940	95 483

En mars 2021, la Société a conclu une facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 79,0 M\$ échéant en avril 2023 pour remplacer sa facilité renouvelable garantie de premier rang de 79,0 M\$ échéant en avril 2022. À la suite de l'acquisition d'AZUR en novembre 2021, la facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 79,0 M\$ a été augmentée pour la porter à 124,0 M\$. En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 30,0 M\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars de Hong Kong (à hauteur de 4,0 M\$) peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Les emprunts portent intérêt soit au taux préférentiel du Canada, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong ou au taux LIBOR majoré d'une marge fondée sur le ratio dette nette de premier rang / BAIIA consolidé de la Société. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2021, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

En février 2019, un prêt subordonné à terme non garanti d'une durée de cinq ans a été consenti à la Société par Investissement Québec. Le prêt a été déboursé en deux tranches, soit 5,0 M\$ le 6 février 2019 et 20,0 M\$ le 22 mars 2019. Les deux tranches du prêt à terme portent intérêt à un taux correspondant au taux de swap sur cinq ans libellé en dollars américains, majoré d'une marge de 4,19 %, soit respectivement 6,82 % et 6,64 %. En vertu des modalités du prêt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2021, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Informations relatives aux actions

	Au 22 février 2022	Au 31 décembre 2021
Actions émises et en circulation	88 330 236	88 330 236
Options sur actions pouvant être émises	825 968	825 968

Le 5 novembre 2021, dans le cadre de l'acquisition d'AZUR, la Société a émis 6 500 000 actions ordinaires à un prix moyen de 1,90 \$ pour financer l'acquisition.

Le 5 mars 2020, la Bourse de Toronto (TSX) a approuvé l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités de la Société, dans le cadre de laquelle la Société avait le droit de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 2 000 000 d'actions ordinaires, du 9 mars 2020 au 8 mars 2021. Au cours de l'exercice 2021, la Société a racheté et annulé 249 572 actions ordinaires à un prix moyen de 3,24 \$ (4,10 \$ CA) pour un montant total de 0,8 M\$, qui a été comptabilisé en diminution des capitaux propres. En mars 2021, la totalité des actions approuvées avaient été rachetées et annulées.

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement

Le 4 novembre 2015, la Société a adopté un nouveau régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement (le « régime ») pour remplacer le régime d'unités d'actions restreintes précédent. Le régime permet à la Société d'attribuer aux participants admissibles : i) des unités d'actions restreintes fictives qui s'acquiescent au plus tard trois ans après la date d'attribution; et ii) des unités d'actions liées au rendement fictives qui s'acquiescent au terme de certaines périodes, d'au plus trois ans, et en fonction de l'atteinte de certains critères de rendement déterminés par le conseil d'administration. Ce type de régime prévoit le règlement des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées au rendement au comptant ou en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Société, d'un montant équivalent au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la TSX au cours des cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement.

Rapport de gestion

Pour l'exercice 2021, dans le cadre du régime, la Société a attribué 164 412 unités d'actions restreintes (234 770 pour 2020), elle en a réglé 413 710 (322 540 pour 2020) et 143 851 unités d'actions restreintes ont été annulées par déchéance (41 250 pour 2020). Le 31 décembre 2021, 342 259 unités d'actions restreintes étaient en circulation (735 408 pour 2020) dans le cadre du régime.

Pour l'exercice 2021, la Société n'a attribué aucune unité d'action liée au rendement (aucune pour 2020), elle en a réglé 166 700 (168 300 pour 2020) et 230 000 unités d'actions liées au rendement ont été annulées (aucune en 2020). Le 31 décembre 2021, 200 000 unités d'actions liées au rendement étaient en circulation (596 700 pour 2020).

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000. Les options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation le 31 décembre 2021 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. Les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société, et après un an pour les administrateurs retraités.

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en circulation :

	2021		2020	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
En circulation au début de l'exercice	672 600	2,09	932 041	2,58
Attribuées	648 212	2,49	86 240	2,10
Exercées	(428 678)	1,88	-	-
Annulées par déchéance	(66 166)	2,78	(133 681)	2,43
Expirées	-	-	(212 000)	4,03
En circulation à la fin de l'exercice	825 968	2,46	672 600	2,09
Exercables à la fin de l'exercice	267 007	2,33	472 975	1,94

Arrangements hors bilan

La Société a recours à quelques arrangements hors bilan, puisque la plupart des contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière consolidé depuis l'adoption de la norme IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019. Tout arrangement hors bilan porte sur des obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères ainsi qu'aux fluctuations des taux d'intérêt de sa facilité de crédit et peut conclure à l'occasion des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt ou de devises afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 17 et 25 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie contractuels des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2021 :

(en milliers de dollars américains)	Valeur comptable	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs et charges à payer	56 848	56 848	-	-	-	-	56 848
Dettes à long terme	116 000	3 311	93 217	25 418	-	-	121 946
Obligations locatives	32 640	2 998	2 543	2 324	2 278	26 756	36 899
Total	205 488	63 157	95 760	27 742	2 278	26 756	215 693

Engagements

Au 31 décembre 2021, dans le cours normal des activités, la Société a conclu des lettres de crédit d'un montant de 1,0 M\$ (0,7 M\$ au 31 décembre 2020).

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs éventuels ou à des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Acquisition d'AZUR

Le 5 novembre 2021, la Société a acquis toutes les actions émises et en circulation d'AZUR pour un prix d'acquisition de 50,1 M€, sous réserve d'ajustements postérieurs à la clôture, en contrepartie de 6,5 millions d'actions de 5N Plus, émises à même le capital et d'une valeur de 12,4 M€, et d'un paiement en trésorerie de 37,7 M€. Par ailleurs, la Société a financé le fonds de roulement et des emprunts relatifs à de l'équipement pour un montant de 23,8 M€. La tranche en trésorerie de la transaction est financée au moyen des liquidités de la Société et d'une facilité de crédit de premier rang. Les coûts de transaction de 0,7 M\$ pour l'exercice 2021 (0,5 M\$ pour 2020) ont été passés en charges à l'état du résultat net consolidé au moment où ils ont été engagés.

Située à Heilbronn en Allemagne, AZUR est un chef de file mondial dans la conception et la fabrication de cellules solaires multijonctions à partir de composés semiconducteurs III-V. L'intégration d'AZUR permettra à la Société non seulement de renforcer sa position dans le secteur des énergies renouvelables, mais aussi de consolider sa réputation à titre de fournisseur fiable et concurrentiel au sein des programmes spatiaux des États-Unis et de l'Europe, notamment en tirant parti de l'adhésion du Canada à l'Agence spatiale européenne (ESA).

Afin d'estimer la juste valeur des immobilisations incorporelles, la direction a utilisé la méthode des bénéfices excédentaires pour évaluer les relations clients et la méthode de l'exonération de redevances pour évaluer la technologie et les noms commerciaux, en s'appuyant sur des modèles de flux de trésorerie actualisés. La direction a formulé des hypothèses importantes quant aux prévisions relatives aux produits et à la marge brute, aux taux de rétention des clients, aux taux de redevances et aux taux d'actualisation.

Les tableaux qui suivent présentent la contrepartie payée et l'évaluation provisoire de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris établie par la Société. La juste valeur définitive sera établie une fois que la valeur des actifs et des passifs aura été déterminée de manière définitive.

Contrepartie transférée	(en milliers de dollars américains)
	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 301
Contrepartie à payer ¹	9 158
Actions ordinaires émises	14 249
	<u>57 708</u>

¹⁾ Cette somme de 9,2 M\$ ou 8,0 M€, détenue en mains tierces et comptabilisée dans les autres actifs courants, sera libérée dans les 12 mois conformément aux modalités de la convention d'achat d'actions.

Rapport de gestion

Montants provisoires comptabilisés au titre des actifs acquis identifiés et des passifs repris	(en milliers de dollars américains)
	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 017
Créances	8 342
Stocks	21 394
Autres actifs courants	256
Immobilisations corporelles	31 128
Actifs au titre de droits d'utilisation	21 626
Immobilisations incorporelles	32 144
Autres actifs	5
Goodwill	13 841
Total des actifs acquis	129 753
Dettes fournisseurs et charges à payer	12 197
Dettes à long terme ¹	27 396
Obligations au titre des régimes d'avantages du personnel	2 673
Obligations locatives	21 626
Autres passifs	1 059
Passifs d'impôt différé	7 094
Total des passifs repris	72 045
Total des actifs nets	57 708

¹⁾ La dette à long terme reprise a été entièrement remboursée le 5 novembre 2021.

Pour la période de 57 jours close le 31 décembre 2021, AZUR a contribué à hauteur de 17,0 M\$ aux produits et de 2,3 M\$ au résultat net inclus à l'état du résultat net consolidé de la Société selon les opérations réalisées après la date d'acquisition. Si l'acquisition d'AZUR avait été conclue le 1^{er} janvier 2021, la Société estime que ses produits et son résultat net consolidés pour l'exercice se seraient élevés respectivement à 261,0 M\$ et néant, compte tenu de la somme additionnelle comptabilisée au titre de la dotation aux amortissements en lien avec la répartition préliminaire du prix d'acquisition. AZUR fournit des produits à ses clients sur la base des projets conclus, ce qui donne lieu à une répartition inégale des produits et à une rentabilité variable d'une période à l'autre.

Le montant provisoire comptabilisé au titre du goodwill n'est pas déductible fiscalement. Les créances sont présentées déduction faite d'une correction de valeur pour perte de 28 000 \$.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus déposera, au moment du dépôt de la notice annuelle, des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »), pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À la lumière de leur évaluation de l'efficacité du CIIF de la Société, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le CIIF a été conçu de façon adéquate et qu'il fonctionnait de façon efficace, selon le référentiel intitulé Internal Control – Integrated Framework publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« référentiel COSO 2013 »).

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et conformément aux recommandations des autorités de santé publique, la Société a mis en place des modalités de travail à distance, qui pourraient avoir une incidence sur le fonctionnement de certains contrôles internes. La Société surveillera et évaluera continuellement les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur son CIIF. La direction a rappelé l'importance des contrôles internes et a maintenu des communications régulières à tous les échelons de l'organisation.

Limitation de l'étendue de la conception

L'étendue de la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information ainsi que de l'efficacité du CIIF exclut la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information ainsi que l'efficacité du CIIF d'AZUR, qui a été acquise le 5 novembre 2021.

Les montants provisoires comptabilisés au titre des actifs acquis et des passifs repris à la date de l'acquisition d'AZUR sont décrits à la note 4 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Apport d'AZUR dans les états financiers consolidés	Pourcentage
Produits	8 %
Résultat net	75 %
Actifs courants	19 %
Actifs non courants	55 %
Passifs courants	25 %
Passifs non courants	35 %

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le CIIF n'a subi, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

Adoption de nouvelles normes comptables et changements futurs de méthodes comptables

Adoption de nouvelles normes comptables

IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 – Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2

Le 1^{er} janvier 2021, la Société a adopté les modifications découlant de la Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2, qui touche IFRS 9, *Instruments financiers*, IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, et IFRS 16, *Contrats de location*. Les modifications de la phase 2 portent sur les questions qui pourraient avoir une incidence sur l'information financière après la réforme d'un taux d'intérêt de référence, y compris son remplacement par un taux d'intérêt de référence alternatif. Ces modifications complètent celles publiées en 2019 et concernent plus particulièrement les questions qui pourraient avoir une incidence sur l'information financière au moment de la réforme d'un taux d'intérêt de référence, notamment l'incidence des changements de flux de trésorerie contractuels découlant du remplacement d'un taux d'intérêt de référence par un taux de référence alternatif. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021, l'adoption anticipée étant autorisée. L'application des modifications n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Changements futurs de méthodes comptables

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur :

IFRS 3 – Regroupement d’entreprises

En mai 2020, l’IASB a publié des modifications à IFRS 3 visant à mettre à jour une référence au Cadre Conceptuel. À la suite de ces modifications, IFRS 3 fera référence à la version actuelle du Cadre conceptuel plutôt qu’à celle en vigueur au moment de l’élaboration d’IFRS 3. Ces modifications indiquent également que, dans le but de déterminer certains passifs dans le cadre d’un regroupement d’entreprises, la définition d’un passif telle qu’elle est énoncée dans IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, doit remplacer la définition énoncée dans le Cadre conceptuel. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, l’adoption anticipée étant autorisée.

IAS 16 – Immobilisations corporelles

En mai 2020, l’IASB a publié des modifications à IAS 16 portant sur la comptabilisation des produits antérieurs à l’utilisation prévue. Le produit de la vente d’éléments produits pendant la préparation d’une immobilisation corporelle en vue de son utilisation prévue ne peut pas être déduit du coût de l’immobilisation corporelle. Il doit plutôt être immédiatement comptabilisé à l’état du résultat net consolidé. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, l’adoption anticipée étant autorisée.

IFRS 9 – Instruments financiers

En mai 2020, l’IASB a publié une modification à IFRS 9 visant à préciser les honoraires qui doivent être pris en compte lors de l’application du critère relatif à la décomptabilisation à un passif financier modifié. L’IASB a précisé que seuls les honoraires payés ou reçus entre l’emprunteur et le prêteur doivent être pris en compte. La modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, l’adoption anticipée étant autorisée.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l’application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l’application des méthodes comptables de la Société qui ont l’effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu’elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l’évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L’information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l’effet le plus important sur la comptabilisation et l’évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers font l’objet d’un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui fait largement appel au jugement.

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l’excédent de la valeur comptable d’un actif ou d’une UGT sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d’utilité.

Les immobilisations incorporelles et le matériel connexe qui ne sont pas encore prêts à être utilisés et les UGT auxquelles le goodwill est affecté sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année, ce qui fait également largement appel au jugement. Pour déterminer la valeur recouvrable (valeur d'utilité ou juste valeur diminuée des coûts de sortie), la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Pour évaluer les flux de trésorerie futurs attendus pour les immobilisations incorporelles et corporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées et les UGT auxquelles le goodwill est affecté, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs à partir des prévisions et des estimations de prix obtenues de diverses sources de marché. Ces hypothèses clés ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels seront différents et pourraient donner lieu à des ajustements des immobilisations de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs.

Par leur nature, les actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés comme prévu présentent un degré élevé d'incertitude de mesure, puisque leur valeur dépend de l'évolution future du marché et de la capacité de la Société à commercialiser et à fabriquer de nouveaux produits afin de réaliser les bénéfices prévus. Par exemple, de nouveaux procédés de fabrication pourraient ne pas être mis en œuvre à une échelle industrielle dans les délais prévus et les nouveaux produits pourraient ne pas avoir le succès escompté sur le marché. La direction est d'avis que les hypothèses qui suivent sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc se répercuter sur la valeur des actifs à un moment donné : a) une croissance importante prévue de la demande sur le marché pour différents métaux; b) les prix de vente qui ont une incidence sur les produits et les marges sur les métaux; et c) le taux d'actualisation associé aux nouveaux procédés et aux nouveaux produits (compte tenu de la prime sur le coût moyen pondéré du capital de la Société associée aux incertitudes additionnelles).

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au titre du risque de marché et de facteurs de risque propres aux actifs. Par leur nature, les actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés comme prévu présentent un degré élevé d'incertitude de mesure, puisque leur valeur dépend d'informations prospectives de marché et de la capacité de la Société à terminer le projet et à réaliser les bénéfices prévus. La direction est d'avis que les hypothèses qui suivent sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc se répercuter sur la valeur des actifs dans l'année qui suit : les prix des métaux qui ont une incidence sur les produits et les marges sur les métaux et le taux d'actualisation.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Regroupement d'entreprises

La Société doit formuler des hypothèses et des estimations pour déterminer la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Ces estimations sont fondées sur des événements futurs, des prévisions de flux de trésorerie, de charges d'exploitation et de dépenses en immobilisations attendus, ainsi que sur les taux d'actualisation estimés. L'évaluation initiale des actifs acquis et des passifs repris peut être ajustée de manière rétrospective afin de refléter les nouvelles informations obtenues, jusqu'à la finalisation de l'évaluation, qui doit être effectuée dans un délai de un an après la date d'acquisition.

Rapport de gestion

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable. Se reporter à la note 16 des états financiers consolidés de 2021 de la Société.

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des administrateurs et des membres de la direction. Les transactions avec ces parties liées sont décrites à la note 24 des états financiers consolidés audités de 2021 de la Société.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 17, « Juste valeur des instruments financiers », des états financiers consolidés audités de 2021 de la Société.

La juste valeur des instruments financiers dérivés était comme suit :

(en milliers de dollars américains)	2021	2020
	\$	\$
Convention de dépôt indexé	4 819	5 950
Placement en instruments de capitaux propres	2 000	-
Placement affecté	713	790
Swap de taux d'intérêt	(109)	(439)

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des stratégies de gestion du risque connexes, se reporter à la note 25 des états financiers consolidés audités de 2021 de la Société.

Taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de sa dette à long terme, constituée de créances subordonnées, soit à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait une incidence d'environ 0,9 M\$ sur le résultat net de la Société sur une période de douze mois en fonction des soldes impayés au 31 décembre 2021.

En février 2020, la Société a conclu, avec une grande institution financière canadienne, un swap de taux d'intérêt en vue de réduire l'exposition de ses charges financières aux fluctuations du taux LIBOR pour une tranche de sa facilité de crédit. Aux termes de ce swap de taux d'intérêt, la Société échange les paiements d'intérêts. Selon les modalités du swap, à chaque date de paiement de l'intérêt, la Société recevra ou paiera un montant net correspondant à la différence entre le taux fixe de 1,435 % et son taux LIBOR appliquée à un montant nominal de 25,0 M\$.

Monnaies étrangères

Les ventes de la Société sont principalement libellées en dollars américains, alors qu'une partie de ses charges d'exploitation sont libellées dans des monnaies locales, comme l'euro et le dollar canadien. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, ce qui réduit en partie l'incidence des fluctuations des taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change au regard de la monnaie fonctionnelle appropriée.

De plus, à l'occasion, la Société peut conclure des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens et d'euros. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain est engagée en dollars canadiens et en euros. La Société peut également conclure des contrats de change en vue de vendre des euros en échange de dollars américains. Au 31 décembre 2021, la Société n'avait aucun contrat de change en cours.

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains les principales expositions de la Société au risque de change au 31 décembre 2021 :

(en milliers de dollars américains)	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	MYR	Autre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	302	3 356	(53)	(4)	311	23
Créances	830	9 778	-	-	-	199
Autres actifs courants	4 819	9 004	-	-	-	-
Autres actifs non courants	-	713	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(7 890)	(20 295)	(4 718)	(212)	(169)	(638)
Dettes à long terme	-	-	-	-	-	-
Obligations locatives	(6 906)	(577)	-	-	-	(69)
Actifs (passifs) financiers nets	(8 845)	1 979	(4 771)	(216)	142	(485)

L'exposition des filiales de la Société dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain aux actifs financiers et aux passifs financiers libellés en dollars américains est de respectivement 6,0 M\$ et 4,5 M\$, pour une position nette de 1,4 M\$. Une variation de cinq points de pourcentage du taux de change entre les monnaies fonctionnelles de ces filiales et le dollar américain n'a aucune incidence significative.

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de cinq points de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2021 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

(en milliers de dollars américains)	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	MYR	Autre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Raffermissement de 5 %	(442)	99	(239)	(11)	7	(24)
Affaiblissement de 5 %	442	(99)	239	11	(7)	24

Crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion du risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

De nombreux secteurs de l'économie mondiale sont perturbés par la pandémie de COVID-19 et, par conséquent, de nombreux clients de la Société le sont également. La Société a renforcé ses mesures de contrôle strictes sur le crédit, notamment en surveillant plus étroitement les clients qui ont été durement touchés par la pandémie.

Rapport de gestion

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée selon IFRS 9, qui consiste à évaluer la correction de valeur pour pertes de crédit attendues en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Le taux de pertes attendues de la Société est estimé à la lumière des pertes de crédit subies au cours des trois exercices précédant la fin de la période. Les taux de pertes historiques sont alors ajustés en fonction des informations actuelles et prospectives sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société. Dans le passé, la Société n'a pas subi de pertes importantes relativement à ses créances clients. Par conséquent, la correction de valeur pour pertes à la fin de chaque période et la variation comptabilisée pour chaque période sont négligeables.

Aux 31 décembre 2021 et 2020, la Société avait comptabilisé une correction de valeur pour pertes de 0,1 M\$. La correction de valeur pour pertes est incluse dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et est présentée nette des montants repris au titre de corrections de valeur de périodes antérieures.

Liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives. Afin de se conformer à ces clauses restrictives, la Société devra respecter ses estimations du BAIIA¹ et des flux de trésorerie. La direction est d'avis que les hypothèses utilisées par la Société pour la préparation de ses estimations sont raisonnables. Le risque, toutefois, demeure. L'atteinte des résultats attendus dépend de la stabilité du prix des métaux et des autres matières premières, de la réduction de la dette grâce à l'optimisation du fonds de roulement de la Société et de la viabilité et du soutien continu des banques de la Société.

Risques et incertitudes

La Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur la performance de la Société. La concrétisation de tous les risques décrits ci-après pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

COVID-19

Depuis janvier 2020, la propagation graduelle d'une nouvelle souche de coronavirus, la COVID-19, qui a poussé l'Organisation mondiale de la santé à décréter une pandémie mondiale, a amené les gouvernements à l'échelle mondiale à adopter des mesures d'urgence visant à contrer la propagation du virus. Ces mesures ont fortement perturbé les activités des entreprises partout dans le monde, provoquant un ralentissement économique. Bien que la Société ait été en mesure de diminuer les effets persistants de la crise, il n'est pas possible d'estimer de façon fiable la durée et la gravité de la pandémie mondiale ni les conséquences à long terme qu'elle pourrait avoir sur les résultats financiers, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

La pandémie de COVID-19 pourrait également avoir pour effet d'amplifier les autres risques et incertitudes décrits dans la présente section.

Risques associés à notre stratégie de croissance

Le plan stratégique de 5N Plus vise à nous permettre d'améliorer la rentabilité tout en réduisant la volatilité des résultats et en assurant une croissance continue de la qualité grâce aux initiatives de croissance en cours et aux possibilités de fusion et d'acquisition futures. Certains des avantages attendus pourraient ne pas se matérialiser ou pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus par la direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de notre volonté, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non-conformes aux IFRS ».

Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine, le Laos et la Malaisie et, par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. Nous pourrions subir les contrecoups importants de ces risques, qui comprennent, sans s'y restreindre, l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs ordres juridiques et fiscaux, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, les taux de change, l'expropriation et les modifications relatives aux taxes et impôts et aux autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international.

Parmi les conditions ou événements qui pourraient perturber notre chaîne d'approvisionnement, interrompre la production dans nos installations ou celles de nos fournisseurs ou de nos clients, augmenter le coût des ventes et des autres charges d'exploitation, entraîner d'importantes pertes d'actifs ou nécessiter d'autres dépenses en immobilisations, mentionnons les suivants :

- les incendies, les pandémies (y compris les maladies infectieuses à l'échelle régionale et mondiale), les conditions climatiques exceptionnelles ou les catastrophes naturelles telles que les ouragans, les tornades, les inondations, les tsunamis, les typhons et les séismes;
- l'instabilité politique, l'agitation sociale, les conflits de travail, les guerres ou le terrorisme;
- la perturbation des activités portuaires, des services d'expédition et des services transitaires;
- les interruptions de services et d'infrastructures de base, y compris les pannes de courant et les pénuries d'eau;
- les changements dans la conjoncture économique d'une région ou d'un pays en particulier, tels qu'une récession;
- les nouvelles exigences d'homologation;
- les fluctuations importantes des taux de change; et
- les nouvelles barrières commerciales.

Nos programmes d'assurance ne couvrent pas toutes les pertes possibles ayant trait à nos activités, notamment les dommages potentiels aux actifs, les pertes de profits et la responsabilité susceptible de découler des conditions ou des événements susmentionnés. De plus, notre assurance pourrait ne pas couvrir entièrement les conséquences résultant d'une perte en raison des limites de couverture, des sous-limites de couverture ou des exclusions. Toute situation non couverte entièrement par notre assurance pourrait nuire à nos activités.

Risques liés à la Chine

Le système juridique de la Chine continentale est un régime de droit civil reposant sur des statuts écrits. Contrairement au système de *common law*, il s'agit d'un système où les décisions rendues dans des causes de droit n'ont pratiquement pas de valeur de précédent. Le système juridique de la Chine continentale évoluant rapidement, l'interprétation de bien des lois, règlements et règles peut comporter des incohérences, et leur interprétation ainsi que leur application comportent une part d'incertitude. Ces incertitudes pourraient limiter la protection juridique dont nous jouissons. De plus, la Société ne peut prédire l'incidence des faits nouveaux touchant le système juridique de la Chine continentale, notamment l'adoption de nouvelles lois, les changements aux lois existantes ou leur interprétation et leur application, ou les droits de préemption des règlements locaux par les lois nationales. Une telle incertitude à l'égard des droits contractuels, des droits de propriété (incluant la propriété intellectuelle) et des droits procéduraux pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la Société et compromettre sa capacité à poursuivre ses activités. En outre, des litiges en Chine continentale pourraient s'éterniser, ce qui occasionnerait des frais importants et détournerait les ressources de la Société et l'attention de la direction.

Le gouvernement de la Chine continentale exerce un contrôle important sur la croissance économique du territoire par son emprise sur l'attribution stratégique des ressources, le remboursement des obligations libellées en devises, la fixation de la politique monétaire et l'attribution d'un traitement préférentiel à certaines industries ou à certaines sociétés. La croissance de l'économie chinoise peut ne pas se poursuivre et tout ralentissement peut avoir un effet défavorable sur nos activités. Tout changement négatif dans la conjoncture économique de la Chine continentale, dans les politiques de son gouvernement ou dans ses lois et règlements pourrait nuire de façon importante à la croissance économique globale du territoire. De tels faits nouveaux pourraient avoir une incidence néfaste sur les activités de la Société, entraîner une baisse de la demande pour ses produits et porter atteinte à sa position concurrentielle.

Réglementation du commerce international

Nous exerçons nos activités dans plusieurs pays et, par conséquent, sommes exposés à des risques en cas de changement dans la réglementation et les politiques en matière de commerce international. Ces risques comprennent, sans s'y restreindre, les obstacles ou les restrictions touchant le libre-échange, et les modifications relatives aux taxes et impôts, aux tarifs et aux autres frais imposés par les autorités de réglementation. Le contexte politique mondial actuel, notamment les positions de l'Administration américaine à l'égard de la Chine et la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne le 31 janvier 2020, entre autres, ont semblé favoriser l'imposition de restrictions commerciales plus contraignantes. De telles restrictions pourraient avoir un effet négatif sur nos activités si elles devaient limiter notre capacité d'exporter nos produits vers des marchés où nous exerçons actuellement nos activités ou d'importer des matières premières en provenance de nos fournisseurs actuels. En revanche, il est possible que ces restrictions aient un effet favorable sur nos activités si elles devaient freiner la concurrence au sein des marchés où nous exerçons nos activités, sans avoir une incidence néfaste sur nos affaires.

Favorisant la proximité avec nos clients et nos fournisseurs, nous exerçons nos activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, toutefois, rien ne garantit que nous ne subissions pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux changements sur la scène politique internationale et à leur incidence sur le commerce mondial.

Réglementation environnementale

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et de règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent ceux régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et des déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés, et la santé et sécurité au travail. Le non-respect de ces lois, règlements et permis applicables peut avoir de sérieuses conséquences, y compris nuire à notre réputation; mettre un frein à nos activités d'exploitation à l'une de nos installations; nous exposer à des amendes substantielles, à des pénalités et à des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, à des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, à des frais de nettoyage ou à d'autres frais; augmenter les coûts de développement ou de production ainsi que le nombre de litiges ou d'instances réglementaires contre nous et nuire grandement à nos activités, à nos résultats d'exploitation ou à notre situation financière. Des modifications à venir aux lois et aux règlements applicables en matière d'environnement, de santé et de sécurité pourraient entraîner une hausse considérable des frais et des contraintes liés au respect de la conformité ou autrement avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation ou notre situation financière.

Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter les lois et règlements en matière d'environnement. En ce qui a trait aux eaux usées et aux émissions atmosphériques, des dépassements des limites permises selon les lois et règlements applicables ont été relevés par le passé dans certaines installations de la Société. Pour ces installations, la Société travaille en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales et met en œuvre diverses mesures, comme la mise à niveau des équipements, en vue de respecter les limites. La direction est d'avis que la gestion des difficultés sur le plan de la conformité à la réglementation environnementale n'aura pas d'incidence significative sur les résultats ou le positionnement concurrentiel de la Société pour l'exercice 2022. De nouvelles circonstances, comme la mise en place de politiques de mise en application plus coercitives, l'adoption de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus stricts ou la découverte de nouvelles conditions environnementales, pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence négative significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Concurrence

Nous sommes un chef de file de la production de semiconducteurs spécialisés et de métaux de haute performance et nous avons peu de concurrents. Parmi ceux-ci, peu sont entièrement intégrés comme nous le sommes ou offrent une gamme de produits semblable. Par conséquent, nos concurrents ne sont pas en pleine mesure d'offrir une gamme de services et de produits aussi complète que la nôtre. Cependant, rien ne garantit que cette situation perdurera, et la concurrence pourrait venir d'affineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. Une plus forte concurrence pourrait avoir une incidence négative sur notre chiffre d'affaires et nos marges d'exploitation si nos concurrents accaparent une part du marché et que nous ne sommes pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Prix des produits de base

Le coût et la disponibilité de certains intrants varient en fonction d'un certain nombre de facteurs sur lesquels nous n'avons aucune prise, notamment la conjoncture politique et économique, les taux de change, l'inflation ou la déflation, l'offre et la demande de métaux à l'échelle mondiale, les fluctuations de la valeur du dollar américain et des monnaies étrangères, les opérations spéculatives, les sanctions commerciales, les tarifs, les coûts de main-d'œuvre, la concurrence, la surcapacité des producteurs et la majoration des tarifs. Toute variation de la disponibilité et des coûts des intrants pourrait avoir une incidence significative sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Ces variations peuvent être imprévisibles et se produire sur de courtes périodes. L'incapacité de la Société à récupérer les hausses de coût pourrait nuire considérablement à ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie.

Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières dont nous dépendons pour exercer nos activités. Nous nous procurons actuellement nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraison pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, par le fait même, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais liés au non-respect de certains de nos contrats d'approvisionnement.

De plus, des difficultés d'approvisionnement supplémentaires découlant de la conjoncture économique engendrée par la pandémie de COVID-19, telles que des retards dans le transport ou la hausse des prix des fournitures, pourraient avoir une incidence négative sur l'approvisionnement général de la Société, ainsi que sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Protection de la propriété intellectuelle

La protection de la propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous comptons sur les brevets internationaux ainsi que sur les secrets commerciaux et les ententes de confidentialité signées avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter le nombre de nos brevets dans certains cas de propriété intellectuelle afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies de grande valeur. Rien ne garantit que nos ententes de confidentialité procureront une protection utile de nos droits de propriété intellectuelle ou d'autres renseignements exclusifs en cas d'utilisation ou de divulgation non autorisée ou que nous pourrions protéger efficacement nos secrets commerciaux.

Valorisation des stocks

Nous surveillons notre risque associé à la valeur de nos stocks par rapport au prix du marché. En raison de la nature très peu liquide d'une grande partie de nos stocks, nous comptons sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telles que la valeur à risque, ainsi que sur une appréciation plus empirique des conditions du marché. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de la valeur à risque et des conditions du marché.

Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans bien des cas, plus particulièrement dans le cas de nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous portent les clients, d'entraîner l'annulation de nos contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyions avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous ayons néanmoins à subir des interruptions, qui pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Changements apportés au carnet de commandes

La Société ne peut pas garantir que les prévisions relatives aux produits générés par son carnet de commandes se réaliseront. De plus, les contrats peuvent faire l'objet de retards, de suspensions, de résiliations, d'annulations, de révisions ou de tout autre ajustement découlant de facteurs sur lesquels la Société n'a aucune prise et qui pourraient avoir une incidence sur la valeur du carnet de commandes présentée et se répercuter défavorablement sur les produits et la rentabilité futurs.

Dépendance à l'égard du personnel clé

Nous comptons sur l'expertise et le savoir-faire des membres de notre personnel pour la poursuite de nos activités. Le départ de membres de la haute direction pourrait avoir une incidence négative importante sur la Société. Notre réussite future dépend aussi de notre capacité à exécuter nos plans de croissance, à attirer et à garder à notre service nos employés clés et à former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise du secteur des métaux spéciaux et de la technologie d'affinage, sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles. Nous ne pouvons pas garantir que nous serons en mesure d'attirer et de garder à notre service le personnel qualifié au besoin, tout particulièrement dans le contexte actuel de pénurie de main d'œuvre qui touche plusieurs des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités. L'incapacité de la Société à recruter et à garder à son service d'autres employés compétents dans l'avenir pourrait avoir une incidence négative sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Conventions collectives

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et nous avons des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si nous ne sommes pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions similaires lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme des grèves, des débrayages ou des lock-out, et nuire à notre performance.

Risques de litiges

Nous sommes susceptibles de faire l'objet de poursuites au civil ou autres, qu'elles soient fondées ou non. Bien que la Société constitue des provisions en prévision de tels litiges, rien ne garantit que les provisions constituées pour l'ensemble des réclamations correspondront au montant à payer pour leur règlement. Un jugement important contre la Société ou l'imposition d'une amende ou d'une pénalité élevée pourrait avoir une incidence négative considérable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

Les investisseurs portent un intérêt accru aux facteurs ESG lorsqu'ils évaluent leurs options de placement. Les investissements futurs dans la Société ainsi que les partenariats futurs ou les relations commerciales futures avec la Société peuvent dépendre de divers critères ESG (parfois subjectifs).

Risques liés aux acquisitions

La Société a récemment conclu l'acquisition d'Azur et peut à l'occasion faire l'acquisition ou proposer de faire l'acquisition d'autres sociétés. L'incapacité de la Société d'intégrer correctement les sociétés acquises, les coûts, les retards et les obligations imprévus associés aux acquisitions, le départ possible d'employés clés à la suite d'une acquisition, les difficultés d'intégration des nouvelles activités et des nouveaux employés, le fait que le temps et l'attention de la direction soient détournés de leurs autres préoccupations d'affaires, les occasions et les questions de nature opérationnelle associées aux acquisitions ou à l'intégration d'acquisitions, la perte de vitesse des activités continues et la perturbation des activités, les incohérences possibles dans les procédures et les politiques des sociétés regroupées et la nécessité d'établir de nouveaux systèmes administratifs, notamment de comptabilité, de technologie de l'information et de ressources humaines; tous ces facteurs, pris individuellement, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Interruptions de systèmes informatiques, de l'infrastructure réseau, perte de données et violation de la sécurité informatique

Nous comptons sur les systèmes d'information, les technologies de communication, les applications commerciales et d'autres applications technologiques, notamment des réseaux mondiaux et régionaux, des infrastructures de serveurs et des systèmes d'exploitation complexes, pour assurer le fonctionnement adéquat de la Société. Si nous n'étions pas en mesure d'effectuer continuellement la maintenance de nos logiciels et de notre matériel informatique, de mettre à niveau comme il se doit nos systèmes et notre infrastructure de réseau, et de prendre d'autres mesures pour améliorer l'efficacité des systèmes et les protéger, cela pourrait interrompre ou ralentir l'ensemble des activités de la Société. Ce serait également le cas si notre réseau, nos systèmes informatiques et nos systèmes de communication étaient endommagés ou si leur fonctionnement était interrompu en raison de catastrophes naturelles, de pannes de télécommunication, d'actes de guerre ou de terrorisme, de virus informatiques, d'actes de sabotage, d'erreurs humaines, d'atteintes à la sécurité physique ou électronique ou d'événements ou de perturbations similaires. La Société fait également face à des menaces d'accès non autorisés aux systèmes, de piratage informatique, de programmes malveillants et de cyberattaques organisées. Le fait qu'un nombre important d'employés travaillent à distance en raison du contexte imposé par la pandémie de COVID-19 contribue à accroître les tentatives de cyberattaque. Bien que la Société n'ait subi aucune perte importante découlant de cyberattaques ou d'autres atteintes à la sécurité de l'information par le passé, rien ne garantit qu'elle ne subira pas de telles pertes dans l'avenir étant donné le caractère évolutif de ces menaces.

Risques associés au fait d'être une société cotée

Nos actions sont cotées et, par conséquent, nous sommes tenus de nous conformer à toutes les obligations imposées aux « émetteurs assujettis » en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada et à toutes les obligations applicables à une société cotée en vertu des règles de la Bourse. Un autre risque associé au fait d'être une société cotée est l'obligation de communiquer les informations clés de la Société, ce qui n'est pas le cas pour les concurrents qui sont des sociétés à capital fermé.

Conjoncture économique mondiale

La volatilité plus élevée associée à la conjoncture économique mondiale actuelle pourrait avoir une incidence sur la capacité de la Société à accéder à des sources de financement public et à obtenir du financement par emprunts ou par capitaux propres selon des modalités favorables.

Valeur de marché des actions ordinaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « VNP ». La valeur de marché des titres de nombreuses entreprises connaît de temps à autre d'importantes fluctuations qui ne sont pas nécessairement liées à la performance opérationnelle, à la valeur des actifs sous-jacents ou aux perspectives de croissance future de ces entreprises. Rien ne garantit qu'il n'y aura pas de fluctuation du prix des actions ordinaires de la Société.

Rapport de gestion

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente les commandes attendues que la Société a reçues, mais qui n'ont pas encore été exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois, et est exprimé en nombre de jours. Les nouvelles commandes représentent le nombre de commandes reçues durant la période considérée, exprimé en nombre de jours, et sont calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus en jours, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de 5N Plus à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges d'intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement. 5N Plus a recours au BAIIA, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks, la charge (le recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, la dépréciation des actifs non courants, les produits (coûts) associés aux litiges et aux activités de restructuration, le profit sur la sortie d'immobilisations corporelles et les pertes (profits) de change et au titre de dérivés. 5N Plus a recours au BAIIA ajusté, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Les charges d'exploitation ajustées correspondent aux charges d'exploitation compte non tenu de la dépréciation des stocks, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, de la dépréciation des actifs non courants, des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles et de l'amortissement. 5N Plus a recours aux charges d'exploitation ajustées pour calculer le BAIIA ajusté. 5N Plus croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

(en milliers de dollars américains)	T4 2021	T4 2020	E 2021	E 2020
	\$	\$	\$	\$
Charges d'exploitation	60 018	45 616	197 119	163 695
Dépréciation des stocks	-	(2 411)	-	(2 411)
Dépréciation des actifs non courants	-	-	-	(4 934)
Recouvrement (charge) au titre de la rémunération à base d'actions	460	(867)	(689)	(1 801)
(Coûts) produits associés aux litiges et aux activités de restructuration, montant net	(1 644)	-	(2 144)	5 577
Amortissement	(4 364)	(2 651)	(12 535)	(11 725)
Charges d'exploitation ajustées	54 470	39 687	181 751	148 401

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence de la dépréciation des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, de l'amortissement accéléré et du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. 5N Plus a recours au résultat net ajusté, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de la dépréciation des stocks, des immobilisations corporelles et incorporelles, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, de l'amortissement accéléré et du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, qui sont inhabituels. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. 5N Plus a recours au résultat net de base ajusté par action, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de la dépréciation des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, des produits (coûts) associés aux litiges et aux activités de restructuration, de l'amortissement accéléré et du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, qui sont inhabituels. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de (affectés à) l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon 5N Plus, les fonds provenant de (affectés à) l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La marge brute ajustée est une mesure servant à déterminer ce que rapportent les ventes en déduisant le coût des ventes, à l'exclusion de l'amortissement et de la charge de dépréciation des stocks. Cette mesure est également exprimée en pourcentage des produits, en divisant le montant de la marge brute par le total des produits.

La dette nette correspond au montant total de la dette moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Toute mesure financière présentée par suite de l'adoption de la norme IFRS 16 relativement aux obligations locatives est exclue du calcul. La dette nette constitue un indicateur de la situation financière globale de 5N Plus.

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020
	\$	\$
Dette bancaire	-	-
Dette à long terme, y compris la partie courante	116 000	50 109
Obligation locative, y compris la partie courante	32 640	5 358
Sous-total de la dette	148 640	55 467
Obligation locative, y compris la partie courante	(32 640)	(5 358)
Total de la dette	116 000	50 109
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(35 940)	(39 950)
Dette nette	80 060	10 159

Rapport de gestion

Le rendement du capital investi (RCI) est une mesure financière non conforme aux IFRS. Il est obtenu en divisant le BAII ajusté annualisé par le montant du capital investi à la fin de la période. Le BAII ajusté se calcule comme le BAIIA ajusté, moins l'amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles (ajusté pour tenir compte de la charge au titre de l'amortissement accéléré, s'il y a lieu). Le capital investi correspond à la somme des créances, des stocks, des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles (à l'exclusion des immobilisations incorporelles issues de l'acquisition d'entreprises), moins les dettes fournisseurs et charges à payer (ajustées pour tenir compte des éléments exceptionnels). 5N Plus se sert de cette mesure pour évaluer le rendement du capital investi, qu'elle ait recours à du financement par emprunts ou par capitaux propres. Selon elle, cette mesure fournit des renseignements utiles pour déterminer si le capital investi dans les activités de la Société dégage un rendement concurrentiel. Le RCI comporte toutefois des limites puisqu'il s'agit d'un ratio. Il ne permet donc pas de fournir de renseignements quant au montant absolu du résultat net, de la dette et des capitaux propres de la Société. Certains éléments sont également exclus du calcul du RCI. D'autres sociétés pourraient utiliser une mesure similaire, calculée différemment.

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020
	\$	\$
Produits	209 990	177 192
Charges d'exploitation ajustées telles que définies précédemment	(181 751)	(148 401)
BAIIA ajusté	28 239	28 791
Amortissement des immobilisations corporelles	(8 969)	(8 805)
Amortissement des immobilisations incorporelles	(1 802)	(1 469)
BAII ajusté	17 468	18 517
Créances	42 098	30 110
Stocks	95 526	67 139
Immobilisations corporelles	81 526	53 191
Immobilisations incorporelles excluant les immobilisations incorporelles issues de l'acquisition d'une entreprise	12 840	9 668
Dettes fournisseurs et charges à payer compte non tenu de la contrepartie à payer	(47 844)	(31 671)
Capital investi	184 146	128 437
RCI	9,5 %	14,4 %

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre l'actif courant et le passif courant. Étant donné que la Société est actuellement endettée, elle se sert de cette mesure comme d'un indicateur de son efficacité financière et elle s'efforce de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant l'actif courant par le passif courant.

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de 5N Plus sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Principales informations financières trimestrielles

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	31 déc. 2021	30 sept. 2021	30 juin 2021	31 mars 2021	31 déc. 2020	30 sept. 2020	30 juin 2020	31 mars 2020
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	64 556	50 839	47 719	46 876	46 230	39 872	41 136	49 954
BAIIA ¹	7 822	5 105	6 318	5 743	2 230	7 450	6 506	6 238
BAIIA ajusté ¹	10 086	5 537	6 336	6 280	6 543	7 744	7 647	6 857
Résultat net	980	(792)	2 159	763	(2 864)	2 709	1 749	592
Résultat de base par action	0,01 \$	(0,01) \$	0,03 \$	0,01 \$	(0,03) \$	0,03 \$	0,02 \$	0,01 \$
Résultat dilué par action	0,01 \$	(0,01) \$	0,03 \$	0,01 \$	(0,03) \$	0,03 \$	0,02 \$	0,01 \$
Résultat net ajusté ¹	1 879	(246)	1 932	1 789	184	1 955	2 124	717
Résultat net de base ajusté par action ¹	0,02 \$	- \$	0,02 \$	0,02 \$	- \$	0,02 \$	0,03 \$	0,01 \$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	5 604	2 394	3 656	4 899	4 355	11 181	5 520	4 774
Carnet de commandes ¹	221 jours	174 jours	199 jours	195 jours	189 jours	171 jours	202 jours	188 jours

Le résultat net est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.

Principales informations financières annuelles

Aux 31 décembre et pour les exercices clos les 31 décembre (en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	2021	2020	2019
	\$	\$	\$
Produits	209 990	177 192	195 971
BAIIA	24 988	22 424	19 051
BAIIA ajusté	28 239	28 791	21 950
Résultat net	3 110	2 186	1 785
Résultat de base par action	0,04 \$	0,03 \$	0,02 \$
Résultat dilué par action	0,04 \$	0,03 \$	0,02 \$
Résultat net ajusté	5 354	4 980	3 875
Résultat net de base ajusté par action	0,06 \$	0,06 \$	0,05 \$
Fonds provenant de l'exploitation	16 553	25 830	15 724
Carnet de commandes	221 jours	189 jours	243 jours
Données du bilan			
Total de l'actif	373 590	226 678	229 942
Total du passif non courant	172 284	71 752	75 629
Dettes nettes ¹	80 060	10 159	35 042
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	136 247	118 376	117 297

Le résultat net est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».